

VERS UNE AGRICULTURE GARANTE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ADAPTÉE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le prochain sommet de la terre à Rio va devoir prendre en compte la nouvelle donne climatique pour les futures politiques agricoles. Plus question que l'agriculture contribue à accroître les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère et plus question que l'agriculture souffre chaque jour des aléas climatiques de plus en plus extrêmes.

C'est pour répondre à ces nouveaux défis que le réseau Climat & Développement appelle à un développement résilient et sobre en carbone à travers le soutien de l'agriculture familiale, garante de la sécurité alimentaire, de la souveraineté alimentaire des pays en développement et d'un développement respectueux de l'environnement.

N°1

Mohammed SADDIK
AH&E, Maroc

Mohammed BOUZIANE
Amis de la Saoura, Algérie

Émilie JOHANN
CIDSE

Fidèle ANON
JVE, Côte d'Ivoire

Ibrahim MBAMOKO
Carré Géo Environnement,
Cameroun

Oumou KOULIBALY
Africa Adapt, Sénégal

CONSTATS

Une insécurité alimentaire structurelle exacerbée

Aujourd'hui, force est de constater que sur les 1.4 milliards de paysans qui nourrissent la planète, 1 milliard d'entre eux souffre de la faim quand autant de personnes surconsomme de la nourriture. En outre, 80% de ceux qui souffrent de la faim vivent en zone rurale. Paradoxalement l'augmentation du rendement des cultures agricoles n'a pas permis d'enrayer la faim ni l'insécurité alimentaire.

La pression des changements climatiques sur l'agriculture ajoute un obstacle supplémentaire à la réalisation de la souveraineté alimentaire des communautés vulnérables, et parmi celles-ci les pays d'Afrique subsaharienne et la région du Sahel sont particulièrement impactés. En dépit de l'urgence des crises climatique et alimentaire, on observe le développement de politiques qui menacent le capital environnemental, climatique et socioéconomique des pays en développement. On constate :

- ❖ Le développement accéléré d'une mono-agriculture industrielle et intensive principalement destinée à l'exportation de matières premières alimentaires ou

énergétiques. Ce modèle agricole, dépendant d'intrants (engrais et pesticides) polluants et coûteux se révèle nuisible sur l'environnement tout en étant en définitive incapable de nourrir la planète et notamment les communautés les plus pauvres.

- ❖ Le développement de l'agriculture intensive coïncide avec celui de pratiques émettrices de Gaz à Effet de Serre et sources d'appauvrissement des sols et de la biodiversité.
- ❖ Le développement du phénomène d'accaparement des ressources agricoles et des terres se fait au détriment d'une agriculture paysanne et vivrière et des populations qui en vivent.
- ❖ Enfin la promotion des OGM comme une des solutions pour augmenter la production et la résilience des cultures dans le contexte de la pression climatique contribue à la disparition des patrimoines locaux (semences locales, pratiques endogènes) et à une dépendance accrue des paysans aux industries semencières et aux prix des marchés internationaux.

Des facteurs aggravants : la volatilité des prix et les changements climatiques

Il y a plusieurs facteurs qui encouragent la promotion de modèles agricoles non durables et sont de fait un obstacle au développement de l'agriculture familiale qui est pourtant un facteur clef de sécurité alimentaire. La surconsommation au Nord, la pression démographique, les changements climatiques et les règles du marché international des denrées alimentaires exercent une pression sur les modèles agricoles et encouragent le développement de modes de production non durables et inéquitables, au détriment de l'agriculture vivrière.

1/

La libéralisation des marchés et la volatilité du prix des denrées alimentaires a entraîné une spéculation croissante sur les matières premières agricoles. À force de produire pour l'exportation, les paysans sont de plus en plus dépendants des prix des matières premières agricoles sur les marchés internationaux, de plus en plus volatiles à cause de la spéculation financière dont elles font l'objet. On parle de « bulle alimentaire ». Pire, la volatilité et la hausse des prix de cette matière première agricole sur les marchés internationaux se répercutent sur les marchés locaux à proximité des lieux de production agricole, avec une inflation du prix des denrées alimentaires de base (riz, maïs, soja), trop souvent à l'origine de l'insécurité alimentaire endémique.

On observe une tendance croissante à l'importation de denrées alimentaires de base aux prix (plus bas) du marché international qui déséquilibrent la balance commerciale et appauvrissent les petits agriculteurs. Cette pratique se révèle souvent coûteuse et inefficace pour assurer la sécurité alimentaire puisque les produits sont trop chers pour les marchés locaux.

En outre, elle nuit au développement de l'agriculture locale et l'activité économique qui l'accompagne. Enfin, elle nuit à l'autonomie alimentaire nationale, qui participe de la souveraineté d'un pays.

Par ailleurs, on constate une baisse notable de financements publics affectée à l'agriculture. L'Aide Publique au Développement a baissé de 20% à 4% et les dépenses publiques dans les pays en développement ont chuté et représentent 7% seulement de budget national en moyenne.

2/

Par ailleurs, les changements climatiques sont des facteurs aggravants pour l'insécurité alimentaire. De manière directe : les impacts du changement climatique (désertification, stress hydrique et raccourcissement de la saison des pluies, intempéries imprévisibles et extrêmes) exercent une pression croissante sur les rendements agricoles — aggravant ainsi la volatilité des prix des denrées alimentaires — et les modes traditionnels de production. Responsables d'une très faible part des émissions de Gaz à Effet de Serre malgré leur importante contribution à la production alimentaire mondiale, les petits agriculteurs africains sont aussi les premières victimes du changement climatique. Ils représentent des millions de producteurs.

De manière indirecte, certaines politiques d'atténuation peuvent être néfastes aux petits producteurs et ainsi mettre en péril la sécurité alimentaire. Ainsi les politiques de développement de l'usage d'agro-carburants — utilisés comme substituts « écologiques » aux carburants conventionnels dans le secteur des transports — entraînent une production intensive de sucre de canne, de jatropha, de soja, d'huile de palme ou encore de maïs dans les pays en développement pour répondre à cette demande, au détriment des productions destinées à l'alimentation locale et nationale.

ENJEUX

Vers une agriculture adaptée au changement climatique et aux besoins locaux

Aujourd'hui plus que jamais, dans le contexte de crise climatique qui est le nôtre, et au regard de ses impacts sur la production agricole, il est primordial d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement et de leurs communautés les plus vulnérables.

Les enjeux sont multiples : il faut anticiper les impacts futurs du changement climatique et la finitude des énergies fossiles, protéger l'environnement, le patrimoine génétique agricole local et la biodiversité. Et ce, en permettant le développement d'une activité socioéconomique locale et durable en vue de l'augmentation des revenus des communautés, notamment en zone rurale : les efforts doivent être déployés principalement en faveur des petits agriculteurs, garants de la durabilité et viabilité du territoire.

Enfin, il s'agit de lutter contre les vecteurs à l'origine des politiques agricoles inadaptées : agro-carburants et politiques ultralibérales promues par l'OMC.



SOLUTIONS

Il existe des solutions et bonnes pratiques au niveau des communautés. Celles-ci doivent inspirer les politiques internationales

L'agriculture familiale représente un modèle agricole résilient au changement climatique, adapté aux besoins alimentaires locaux et ainsi garant de la souveraineté et la sécurité alimentaire. En effet, les agricultures familiales jouent un rôle essentiel en termes de sécurité alimentaire et de développement rural. Elles produisent jusqu'à 80% des aliments consommés dans certains pays en développement et constituent un pilier essentiel de l'aménagement des terroirs et de la stabilité sociale. Face à des conditions de production souvent contraignantes, y compris les aléas du climat, les familles paysannes ont toujours eu à s'adapter.

Les pratiques d'agroécologie visent la mise en place de systèmes agricoles productifs, durables et économes, valorisant au mieux les ressources locales, avec un recours minimal aux intrants chimique. Les actions cohérentes mises en place pour la maîtrise du milieu, la gestion rationalisée d'eau, la conduite des cultures et

l'intégration avec l'élevage, concourent à une meilleure résilience des exploitations familiales aux aléas du climat: les exploitations sont plus diversifiées, moins dépendantes des approvisionnements extérieurs, et le pouvoir tampon du milieu est restauré et utilisé.

La préservation du patrimoine génétique africain. Il s'agit d'un bien commun, vecteur de souveraineté semencière, alimentaire et souvent médicinale, d'auto-suffisance, et source de revenus. Cette préservation implique notamment de lutter contre le développement excessif et mal-informé des OGM en Afrique: a) par la diffusion d'information sur les avantages et inconvénients des OGM, les coûts associés au choix des OGM, et b) dans certains cas, par des moratoires. Il s'agit par ailleurs de valoriser les semences locales les plus résilientes aux changements climatiques en créant des banques de semences.

DES PROJETS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT



© JVE Côte d'Ivoire

© JVE Côte d'Ivoire

AIDER LES AGRICULTRICES DE LA RÉGION DU PÔRÔ EN CÔTE D'IVOIRE À S'ADAPTER (JVE)

Pour faire face aux impacts du changement climatique sur leurs maraîchages vivriers, les paysannes à la périphérie de la ville de Korhogo ont mis en place des stratégies d'adaptation utilisant des savoir-faire endogènes. Avec l'aide de Jeunes Volontaires pour l'Environnement en Côte d'Ivoire, les femmes ont monté des comités de concertation avec une multiplicité d'acteurs (femmes et familles, Radio de proximité, Autorités locales, agents services publics, faiseurs de pluies, initiés, éleveurs) pour identifier ensemble les meilleures options de production et de consommations pour approvisionner les marchés tout en minimisant les risques alimentaires, nutritionnels, sanitaires et climatiques.

RENFORCER L'AGRICULTURE PAYSANNE DANS LA RÉGION ORIENTALE DU MAROC (AH&E)

Association Homme & Environnement (AH&E) - qui travaille au mieux-être des communautés rurales à Berkane au Maroc - a choisi une approche intégrée pour préserver les activités paysannes locales. AH&E a sensibilisé les paysans au respect de l'environnement dans leurs pratiques agricoles, notamment pour promouvoir l'agriculture biologique, la gestion rationnelle de l'eau, et la préservation des espèces sauvages locales. Suite à ce travail, AH&E a appuyé la construction d'une école et d'un gîte d'écotourisme, créateur d'emploi tout en valorisant les écosystèmes locaux. AH&E a également appuyé un groupe de femmes pour les former à l'extraction de plantes aromatiques et médicinales, artisanat local vendu ensuite dans les gîtes d'éco-tourisme.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Il est important de développer de nouveaux principes agricoles, bas carbone et adaptés aux changements climatiques qui s'articulent autour des besoins, des vulnérabilités et des priorités des communautés locales.

Il est primordial de donner la priorité, promouvoir et financer les pratiques agricoles durables, adaptées et résilientes au changement climatique

- ❖ Rio+20 doit reconnaître et promouvoir la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et le rôle clé de la production locale qui permet de nourrir et employer la majorité de nos populations, et qui permet de protéger les écosystèmes.
- ❖ Rio+20 doit préserver et développer une agriculture fondée sur le patrimoine local – les semences locales et traditionnelles adaptées aux changements climatiques et les savoirs et pratiques locaux.
- ❖ Rio+20 doit promouvoir l'agroécologie comme forme éprouvée d'une agriculture durable, rentable et capable de répondre aux besoins alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit souligner l'importance de financer les infrastructures nécessaires et capables de résister aux intempéries pour limiter les pertes alimentaires.

Il faut commencer par réformer les politiques commerciales internationales pour qu'elles favorisent la souveraineté alimentaire locale et nationale

- ❖ Rio+20 doit prendre position contre la spéculation internationale sur les prix des denrées alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit – au contraire – renforcer la compétitivité des produits de l'agriculture locale et de l'agroécologie en maîtrisant les importations et en développant une fiscalité adaptées pour les filières nationales.
- ❖ Rio+20 doit rendre effective et promouvoir l'intégration commerciale sous régionale.

Il est primordial de protéger et promouvoir le patrimoine génétique agricole africain

- ❖ Rio+20 doit lutter contre les politiques de promotion des OGM tant que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un débat citoyen et d'études d'impacts sanitaires, environnementaux et sociaux, et de politiques de veille et de contrôle.
- ❖ Rio+20 doit proposer la création et le financement de banques pour stocker les semences.

Il est temps de développer une gouvernance communautaire, participative et inclusive pour favoriser et pérenniser les pratiques agricoles adaptées et écologiques

- ❖ Rio+20 doit mettre en avant le rôle clé du partage des connaissances locales, de la recherche.
- ❖ Rio+20 doit souligner le rôle clé d'observateur, d'expert et d'évaluateur de la société civile (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans la prise de décision internationale et dans la mise en œuvre des politiques agricole.

Partenaires